



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

jpr/878

Arrêté du 2 mai 2023 portant prescriptions complémentaires à la société ALSACHIMIE à Chalampe

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses livres II et V, et notamment ses articles L.181-14, R.181-14, R.181-45 et R221-1;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU la circulaire du 09 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation ;

VU le guide INERIS-200357-2563482-v1.0 de septembre 2021 sur l'Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires (Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées) ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 portant prescriptions complémentaires (codificatif pour la partie risques chroniques) à la société RHODIA Opérations située à Chalampe en référence au titre 1er du livre V du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2019 (version confidentielle) portant autorisation de changement d'exploitant au bénéfice de la société ALSACHIMIE pour le site situé à Chalampe (68490) et réglementé par l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 portant prescriptions complémentaires à la Société RHODIA Opérations située à Chalampe ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 mars 2022 portant autorisation à la société ALSACHIMIE pour l'exploitation de ses installations de Chalampe (68490) : mise en place d'une nouvelle unité de production d'hexaméthylènediamine (HMD) ;

VU la demande d'adaptation des prescriptions transmise au préfet du Haut-Rhin par la société ALSACHIMIE le 5 septembre 2022 ;

VU le rapport du 7 novembre 2022 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, demandant à l'exploitant de fournir des compléments à sa demande en vu de pouvoir statuer sur le caractère acceptable de cette dernière ;

Vu le courrier préfectoral du 22 novembre 2022, fixant à l'exploitant un délai de 3 mois pour transmettre les compléments nécessaires à l'instruction de sa demande ;

VU les compléments apportés par l'exploitant à sa demande du 5 septembre 2022, transmis le 9 janvier 2023 ;

VU les différents dossiers techniques transmis par l'exploitant dans le cadre de l'autorisation acquise initialement ;

VU le rapport du 08/03/2023 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'examen des éléments techniques à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, lors de l'examen de la demande susvisé a mis en évidence que le site d'ALSACHIMIE ne disposait pas d'une Evaluation Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS) globale pour l'ensemble des émissions de son site, et qu'à ce titre les différentes études réalisées lors des demandes de modification ou autorisation passées ne peuvent constituer par leur accumulation une réponse aux enjeux sanitaires qui doivent être étudiés de manière intégrés et cumulés en application des principes de la circulaire du 9 août 2013 et guide Ineris susvisés ;

CONSIDÉRANT qu'il a lieu de demande à l'exploitant de mettre à jour les éléments relatifs aux risques sanitaires susceptibles d'être engendrés par l'exploitation de ses installations, d'une manière global et dans le respect des principes de la circulaire du 9 août 2013 et guides reconnus par la Direction Générale de la Prévention des Risques ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que les conclusions de l'EQRS, peuvent impacter in-fine les valeurs limites ou la surveillance environnementale actuellement opposables aux installations et qu'il convient de fait, de demander à l'exploitant d'intégrer ces impacts dans les conclusions et les propositions qu'il serait amené à formuler dans le cadre de la mise à jour de cette évaluation ;

CONSIDÉRANT enfin qu'il est nécessaire d'intégrer à cette évaluation, et en lien avec la surveillance environnementale autour des installations, une partie relative aux impacts potentiels de ses émissions globales sur la qualité de l'air au sens de l'article R221-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} - objet

La société ALSACHIMIE, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège

social est situé route départementale 52 à Chalampé (68490), est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations sises à Chalampé (68490).

Article 2 – Mise à jour de l'Evaluation Quantitative des Risques Sanitaires des installations

Dans un délai d'un an à compter de la date du présent arrêté, l'exploitant transmet une actualisation de l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) des émissions de son site. Cette actualisation prendra en considération les hypothèses de fonctionnement représentatives du fonctionnement de ses installations, ainsi que les maxima atteints par les valeurs limites fixées en concentration et en flux fixés par les dispositions réglementant les rejets du site.

La mise à jour de l'évaluation est réalisée en application des principes de la circulaire du 09/08/13 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation, et des guides en vigueur notamment le guide INERIS « Evaluation de l'état des milieux et risques sanitaires » de septembre 2021.

L'exploitant s'attachera à travers cette EQRS à proposer des concentrations et flux (horaires et/ou annuels particuliers et/ou spécifiques) acceptables pour chacune des installations classées pour la protection de l'environnement contributrices en termes d'émissions et pour à minima l'ensemble des paramètres faisant déjà l'objet d'une surveillance au travers des textes réglementaires opposables au site.

L'exploitant s'attachera par ailleurs à proposer des vitesses d'éjection minimales permettant une bonne dispersion atmosphérique des polluants émis, et proposera une fréquence d'autosurveillance adaptée aux émissions et aux enjeux.

Cette étude s'attachera enfin à analyser la surveillance environnementale actuellement mise en place autour des installations (retombées atmosphériques, et rejets dans l'eau), et proposer le cas échéant à l'éclairage des évolutions technologiques, et des guides reconnus par la Direction Générale de la Prévention des Risques, une modification du plan de surveillance actuellement mis en œuvre.

Au besoin (et en lien avec l'alinéa précédent sur la surveillance environnementale autour des installations) cette étude s'attachera à développer un opus «étude d'impact sur la qualité de l'air » afin à terme de pouvoir réviser au besoin la surveillance précitée, ou les valeurs limites d'émissions opposables aux installations vis-à-vis des paramètres faisant l'objet d'une contrainte réglementaire spécifique au travers de l'article R221-1 du code de l'environnement.

Article 3 - Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre 1^{er} du titre 7 du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Article 4 - Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de Chalampé pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Chalampé.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Chalampé et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des Installations Classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société ALSACHIMIE.

À Colmar, le 2 mai 2023

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

Délais et voie de recours

(article R. 181-50 du code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.